

Première table ronde : Quelles agricultures durables ?

Animation : Gilles BULABOIS Correspondant académique EDD

Rapporteur : Didier THELLIER Correspondant académique EDD

Intervenants :

- Jean-Paul CHARVET, Professeur émérite de Géographie agricole et rurale à l'Université de Paris Ouest Nanterre
- Christophe MOUGEL, Chercheur à l'INRA, en charge du pôle « Ecologie des communautés et durabilité des systèmes agricoles »
- Michel RENEVIER, Président des chambres d'agriculture de Franche-Comté et de Haute-Saône
- Christelle TRIBOULOT, Animatrice à Interbio Franche-Comté



De gauche à droite : G. BULABOIS, M. RENEVIER, JP. CHARVET, C. MOUGEL, C. TRIBOULOT, D. THELLIER

Question N°1: Comment concilier la nécessaire augmentation des productions, pour nourrir les hommes en 2050, et des formes d'agriculture durable (agriculture raisonnée, agriculture biologique...)? Peut-on imaginer une agriculture "écologiquement intensive" ?

Michel RENEVIER

Est agriculteur à Charcenne avec 1 salarié agricole.

A l'unanimité, on pense qu'il faudra augmenter la production à l'aide de 2 leviers : la SAU (surface agricole utile) et l'augmentation de production. La SAU diminue en France et en Franche-Comté. On devra donc rendre l'agriculture plus durable sans trop diminuer la production mais en adoptant une

démarche différente dans les pays du sud. La dimension politique (gouvernance) est nécessaire pour sécuriser la production, c'est-à-dire élaborer des politiques agricoles volontaristes et sortir de la logique de l'OMC, mais aussi adapter les leviers (protections tarifaires)

ex : au Sénégal pour éviter que le coût des produits importés soit inférieur au coût de la production locale

On ne peut pas transposer les modes de développement occidentaux dans ces pays : on peut envisager un basculement vers une agriculture productiviste mais qui tiennent compte des attentes sociétales

Christelle TRIBOULOT

L'agriculture peut elle être écologiquement intensive ?

C'est un terme qui me dérange car on est sur du vivant et on bouscule les écosystèmes : il faut déranger le moins possible les équilibres pour que cela reste réversible, amener de la matière organique pour maintenir la qualité des sols

Les limites sont atteintes dans rendements avec intrants, il faut donc → prendre le pb différemment, remplacer la quantité par la qualité et changer de régime alimentaire

Christophe MOUGEL

Dans le schéma actuel, la marge de manœuvre pour augmenter la production est limitée donc plutôt agir sur le maintien des terres arables, le défrichement étant peu une solution.

La sélection variétale procure des gains nuls actuellement

Il vaut mieux repenser le système agricole et plutôt favoriser les équilibres biologiques naturels : aller vers un système de durabilité des productions dans le temps, en intégrant les concepts d'écologie dans les agrosystèmes. Par exemple, en recourant à la facilitation entre espèces cultivées : céréale + légumineuse pour diminuer les apports d'azote.

La solution semble n'être ni le tout bio, ni le tout intensif mais entre les deux : la pression sur agrosystèmes est trop forte mais peut-on nourrir la planète en bio ? Il vaudrait mieux aller vers un système intermédiaire par une approche agro-écologiste, c'est à dire produire autrement de manière plus respectueuse de l'environnement.

Il faut également consommer autrement (éducation) : chercher un équilibre entre alimentation et santé pour comprendre quel système est le plus favorable.

En conclusion, valoriser autrement la production qu'on ne pourra plus augmenter : les inondations actuelles en Australie témoignent de la vulnérabilité des systèmes de productions par rapport aux aléas climatiques (sécheresse, inondations, etc.) et à l'érosion.

Michel RENEVIER produit en agriculture raisonnée

En Franche-Comté, plus de 150 techniciens et ingénieurs accompagnent les agriculteurs, en particulier sur les mutations des techniques qui sont progressivement bien acceptées.

Ex1 : mesures volontaires de cultures pièges à nitrates par la phacélie, l'avoine, la vesce ...

Ces techniques sont maintenant généralisées.

ex2 : le désherbage à améliorer par l'INRA et les chercheurs pour l'expliquer aux autres agriculteurs
Le plan Ecophyto 2018 devrait permettre de diminuer l'utilisation des phytosanitaires (rotations, agronomie, etc.) : le cap est donné, le sens est donné, pour une nouvelle démarche qui montre la mutation actuelle de l'agriculture.

Pour l'instant, la PAC des années 60 sera réformée en 2014 pour aller vers des biens publics et une externalité de l'agriculture, mais on reste sur un modèle productiviste et sans décroissance.

Christophe MOUGEL Que penser de l'agriculture raisonnée ?

L'intention est louable et il faut des étapes car le demi-tour n'est pas possible immédiatement : donc envisager des étapes pour avancer vers le bio et aller vers plus du tout de pesticides. Choisir une

agriculture HVE (à haute valeur environnementale) plutôt que l'agriculture raisonnée qui semble un échec sur le terrain (seulement 8 en FC) : il faut raisonner plus globalement.

Michel RENEVIER

En fait, on est globalement en démarche d'agriculture raisonnée même si on observe peu de certification, car il y a une réelle diminution des produits phytosanitaires. Mais il est utopique de penser que d'ici 2020 se produira un basculement vers une agriculture Bio. On a donc besoin de la recherche pour trouver des solutions.

Christophe MOUGEL On ne peut pas opposer l'agriculture raisonnée et l'agriculture Bio, mais il faut des mesures d'accompagnement car l'agriculteur est un chef d'entreprise.

Le but est de baisser les pressions anthropiques : reprendre ce que fait la nature et le stimuler

Ex : lutte biologique, fertilisation organique plus fluctuante et plus lente (remplacer les engrais azotés obtenus à l'aide des énergies fossiles par l'azote des microorganismes)



Jean-Paul CHARVET

La force des pays développés, ce sont les organisations professionnelles ; dans les pays du sud elles sont en déficit, or ce sont elles qui orientent les politiques générales. En Afrique, on observe une forte demande de développement de ce type d'organisation

L'agriculture Bio me semble incapable de nourrir la planète, car il est peu probable que l'on atteindra 20% de SAU Bio en 2020. En revanche, réduire de 30% les intrants industriels est un objectif raisonnable, par exemple éliminer les pesticides, ce qui est possible avec les OGM.

Christophe MOUGEL C'est un choix de société que d'aller vers 20% d'agriculture Bio, on en est capable et il faudra aussi diminuer la consommation de viande. Le développement de l'agriculture Bio pose des problèmes de lobbying, en particulier pour les semences, les produits phytosanitaires. Et on n'a pas encore la démonstration que si on éduque la population pour manger des protéines

végétales et ainsi améliorer la santé, cela devrait conduire à un moindre impact de l'agriculture sur l'environnement.

Jean-Paul CHARVET

C'est vrai qu'il faut diminuer la consommation carnée. Le système éducatif est capable de conseiller une meilleure consommation. En Chine, un travailleur rural gagne 100 euros par an, mais en ville il gagne 100 euros par mois ce qui lui permet de consommer de la viande. On ne peut pas tenir le même discours aux français et aux autres : il faut penser aux pauvres qui font du Bio malgré eux.

Il est aussi nécessaire de faire attention aux changements d'échelle : produire moins que la demande (effet de King) pour maintenir les prix : la sécheresse a montré la vulnérabilité des systèmes de production agricole. Il faut prouver à l'Afrique du Nord et au Proche-Orient que 50% à 75% de leur blé importé provient de grands exportateurs (Australie, USA, Canada, Argentine, belt de la Mer noire) en climats semi-arides et forts sensibles aux aléas climatiques. L'Afrique du Nord et le Proche-Orient doivent comprendre que le pôle stabilité dans la fourniture de blé est l'Union européenne : d'une année sur l'autre la variation de la production européenne est de 10% maximum, mais en Australie elle est de 50% et en Russie encore plus.

Michel RENEVIER

10% des productions sont échangées mais on intervient sur les marchés. En Franche-Comté, l'agriculture est perfectible mais la polyculture est durable. En Europe, le déficit de protéines végétales est un vrai problème, mais on est à l'équilibre sur les protéines animales, même si on en importe de plus en plus.

Sans aller à l'autarcie, on pourrait avoir une certaine autonomie : une forme de protectionnisme mais sans subventionnisme, car équilibres sont de plus en plus perturbés.

Question 2 : Les Organismes Génétiquement Modifiés peuvent-ils être considérés comme des outils au service d'une agriculture durable ?

Christophe MOUGEL

Je suis contre à titre personnel. L'antagonisme production-protection conduit à des équilibres délicats ex : des gènes de colza transgénique peuvent se propager vers d'autres crucifères adventices, même si on agit sur les gènes du chloroplaste et non pas sur ceux du noyau cellulaire.

On a eu d'éléments quant à l'effet des OGM sur la santé humaine : il vaut donc mieux appliquer le principe de précaution.

Les voies à explorer sont la production de matériaux (ex : peuplier transgénique et papier), de médicaments, etc. mais le lobbying industriel enlève toute initiative à l'agriculture.

Christelle TRIBOULOT

Entre l'espérance créée par les OGM et la réalité, il y a un monde : on fait de la recherche car il existe un fort investissement à rentabiliser, sur les OGM résistants aux pesticides, mais seulement quelques % sur les OGM résistants à sécheresse.

Jean-Paul CHARVET

Je ne suis ni pour ni contre. En 2009, il y avait plus d'OGM au Burkina Faso que dans l'Union Européenne. Le déficit en protéo-oléagineux dans l'Union Européenne est de 30 à 40 Millions de tonnes/an, ce qui conduit à l'importation de soja d'Argentine (à 99% OGM), du Brésil (à 70% OGM), ou des USA (à 90% OGM) : donc il y a du soja OGM dans notre alimentation.

Michel RENEVIER

Un problème existe c'est vrai sur le porc et les volailles : les tourteaux de colza non transgéniques de Franche-Comté vont vers les éleveurs, mais pour le reste... Le débat de société est de choisir la lutte biologique pour protéger le maïs, et alors on n'a pas besoin d'OGM, ni de dépendance par rapport aux multinationales. Mais en zone aride, c'est moins possible : donc ne pas détruire les essais de recherche publique en France sinon ce sont des multinationales privées qui occuperont le terrain.

Jean-Paul CHARVET

Il ne faut pas détruire les champs d'essai : il faut comparer avec les maïs hybrides, l'INRA a produit des variétés hybrides pour l'industrie française qui sont les semences actuelles. Ces maïs occupent 135 Millions d'hectares actuellement.

Christophe MOUGEL

Les recherches à l'INRA porte sur les impacts sur la santé : il faut laisser la recherche travailler mais elle n'a pas toutes les réponses.

ECHANGES AVEC LA SALLE

Q1 : Quels sont les avantages pour la santé ou en termes de dépenses de l'agriculture Bio? Que dire de l'énergie agricole ?

Christophe MOUGEL

Bio et santé : une alimentation bio équilibrée en protéines est bénéfique pour santé (Cf. cancers provoqués par une alimentation déséquilibrée, trop riche)

Energie : l'INRA travaille sur les bioénergies végétales, ce qu'on appelle les cultures de 2^{ème} génération (substituts non alimentaires) mais cette production se ferait au détriment de la production alimentaire, il y aurait donc un problème de SAU.

Jean-Paul CHARVET

Le tout biocarburant est impossible (éthanol, diester = 1% SAU mondiales mais 25% du maïs produit aux USA est transformé en éthanol). S'il n'y avait plus de subventions tout s'arrêterait : aux USA les éleveurs sont contre, les cultivateurs pour. Il n'y a pas projection fiable à 2050 car c'est une question éminemment politique.

Q2 : Existe-t-il des modèles d'agricultures durables pour les pays du sud ?

Michel RENEVIER

On n'échappera pas à l'augmentation des investissements dans les agricultures émergentes. Deux leviers sont possibles : l'aide occidentale au développement de l'Afrique et le défi de l'éducation et de politiques agricoles locales.

Jean-Paul CHARVET

Le défi de produire plus est dans le Sud, sauf pour le bassin méditerranéen. Il faut mettre en place une agriculture plus productive : le mil a un rendement de 5-6 Quintaux/Ha donc il faudra doubler le rendement mais cela implique non pas une agriculture Bio car beaucoup de matière grise et de travail, en mettant des intrants industriels en bonne proportion.

L'idée est de fournir aux agriculteurs africains un minimum d'intrants pour augmenter leur production ; la Chine a loué 10Millions d'Ha en Afrique, pour sa production.

Christophe MOUGEL

L'agroécologie n'est pas transférable telle quelle mais c'est une sortie probable pour l'agriculture européenne.

Q3 : Que dire des OGM et de la liberté individuelle ? Y aurait-il des problèmes d'argent pour les grandes multinationales si on allait vers une mutation agricole ?

Jean-Paul CHARVET

Les réactions des agriculteurs ne sont pas du tout les mêmes : le défi est lancé aux agriculteurs du monde entier. La cohabitation agriculture Bio – agriculture productiviste n'est pas évidente, tous doivent apporter leur pierre.

Dans les évolutions actuelles, deux grands modèles existent :

- les entreprises capitalistes à salariés sur des dizaines de milliers d'hectares, financées par des banques et des états ;
- l'agriculture familiale à taille humaine mais de forme diverses.

Il faut donner sa chance à toutes les formes d'agriculture.

Michel RENEVIER

Les agriculteurs ont peu de liberté de choix car l'agriculture est intégrée et en Argentine/Russie il n'y a que des grandes sociétés. Les organisations paysannes ont de plus en plus de poids : peut-on espérer dans les pays émergents un marché agricole commun à terme ??

Les grandes firmes adoptent l'économie de la demande plutôt que de l'offre : si la demande change il y aura adaptation des grandes firmes.

En conclusion, on doit changer de posture, expliquer et non justifier ; le regard sur l'agriculture avec les élèves est important : on a besoin d'agriculteurs pour demain.

Christophe MOUGEL

Les firmes devront tout faire pour survivre avec 50% de diminution des phytosanitaires en France qui est le 3^{ème} consommateur.

La taxe carbone : elle est utile pour que les pays industrialisés financent les pays du sud peu émetteurs et favorisent le développement de leur agriculture émergente.

Christelle TRIBOULOT

Les Bio ne jettent pas la pierre à l'agriculture conventionnelle : il faut croiser nos sources d'information, pour avancer.